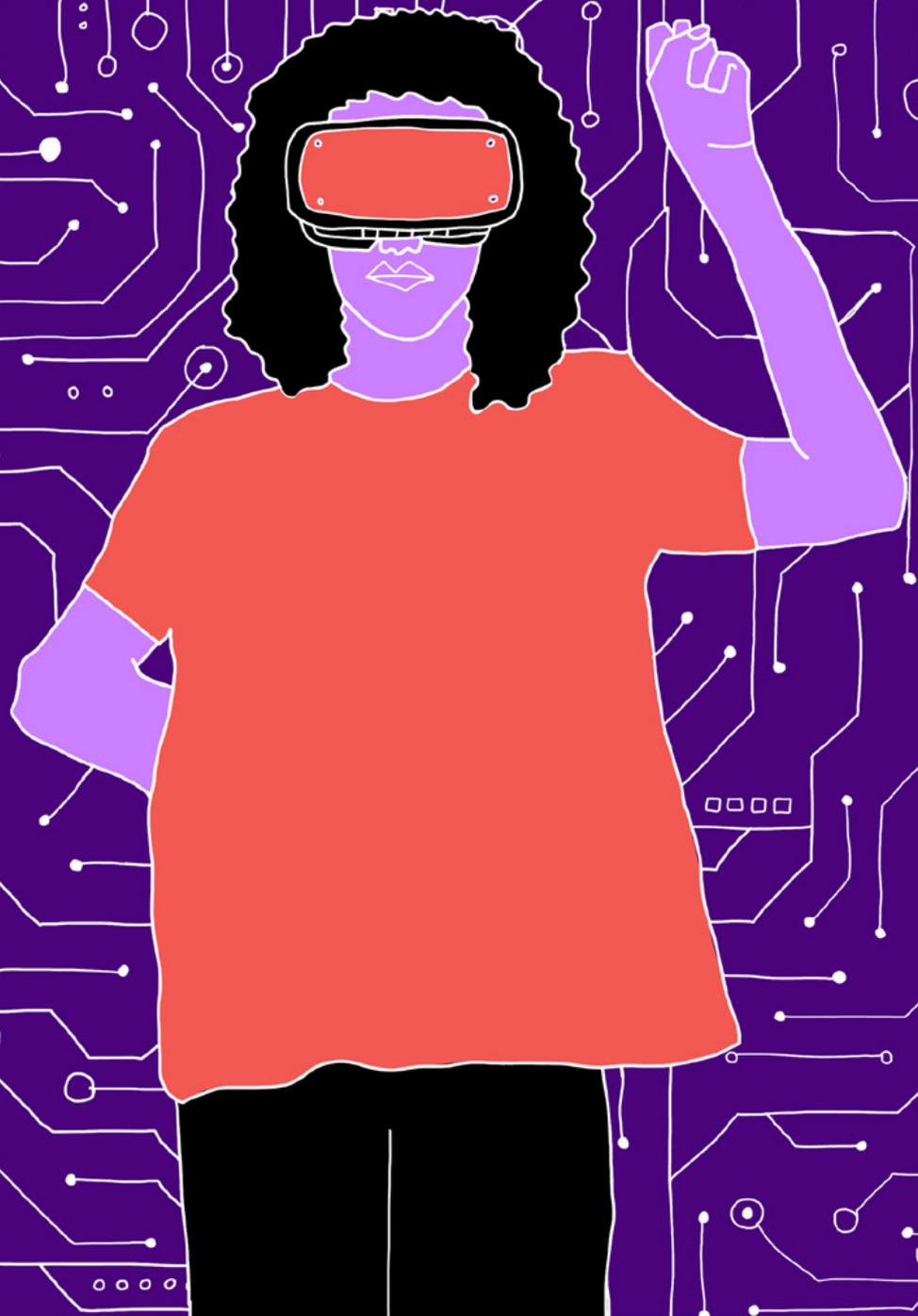


# Perspectives féministes sur l'économie numérique

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord



Jihene Abou Zeid

النسوية  
السياسية

POLITICAL FEMINISM

FRIEDRICH  
EBERT  
STIFTUNG

## A propos de l'auteur

**Jihene Abu Zeid**, est membre du Global Nexus Secretariate de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, GIZ, et secrétaire aux femmes du Parti social-démocrate égyptien—SDP. De 2015 à 2018, elle a travaillé comme conseillère régionale auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Elle est chercheuse régionale pour l'étude internationale sur les parlements sensibles au genre avec l'Union interparlementaire-UIP. Mme Abu Zeid a travaillé comme conseillère (experte des politiques) auprès du ministre de la Famille en Egypte jusqu'en janvier 2011. Elle a également travaillé comme conseillère auprès du bureau régional du Fonds des Nations Unies pour la population—UNFPA pour le développement d'une stratégie arabe globale de coopération avec les organisations religieuses gouvernementales et non gouvernementales 2011-2015. Elle a réalisé la Stratégie de la jeunesse arabe pour les objectifs du Millénaire pour le développement – le Programme des Nations Unies pour le développement – le PNUD, la Ligue des États arabes. Elle a élaboré également la stratégie de lutte contre la violence à l'égard des femmes en Syrie. Elle a été directrice de recherche du projet Violence contre les femmes avec l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) en Égypte jusqu'en 2009. Mme Abu Zeid travaille avec des organisations des Nations Unies dans de nombreux pays arabes.

Fondation Friedrich Ebert  
Boîte postale 11-6107, Riyad El Solh  
Beyrouth 1107-2210, Liban

Les opinions exprimées dans cette étude ne représentent pas nécessairement les opinions de la Fondation Friedrich Ebert.

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, copiée ou utilisée sans l'autorisation écrite de l'éditeur.

**Relecture** : Rana Saada

**Dessins** : Rawand Issa

**Conception graphique** : May Ghaibeh @fabrika.cc

2020

# Table des matières

<b>Introduction</b>	<b>Page 3</b>
<hr/>	
<b>Section 1</b> La diversité régionale et l'état de l'économie numérique	<b>Page 4</b>
<hr/>	
<b>Section 2</b> L'avenir du développement numérique dans la région	<b>Page 7</b>
<hr/>	
<b>Section 3</b> Défis liés à la participation des femmes à l'économie numérique	<b>Page 9</b>
<hr/>	
<b>Section 4</b> Perspectives féministes sur l'économie numérique : inciter le débat	<b>Page 12</b>
<hr/>	
<b>Bibliographie</b>	<b>Page 16</b>

# Introduction

Les technologies de l'information ont fourni des opportunités d'emploi aux femmes, mais étant donné la disponibilité de toutes les conditions, l'Organisation internationale du travail (OIT) a peur de reproduire les modèles de ségrégation du genre dans l'économie de l'information, où les hommes occupent la plupart des emplois qui nécessitent des compétences élevées et produisent une valeur ajoutée élevée, tout en concentrant les femmes dans des emplois peu qualifiés et à faible valeur ajoutée. Les changements positifs soudains provoqués par les technologies de l'information et de la communication ne se sont pas étendus à toute l'humanité, car les relations de pouvoir existantes dans la société déterminent qui profite des avantages résultant de ces changements; cette technologie n'est donc pas neutre du point de vue genre. La structure socioculturelle des pays arabes aidera-t-elle les femmes dans ce contexte ? Les politiques nationales s'engageront-elles à donner aux femmes les moyens de tirer parti des opportunités disponibles ? Les conditions régionales actuelles contribueront-elles à améliorer la position des femmes dans l'économie numérique<sup>1</sup> (Sheikh Ali, 2002 : 222) ?

“Les changements positifs soudains provoqués par les technologies de l'information et de la communication ne se sont pas étendus à toute l'humanité, car les relations de pouvoir existantes dans la société déterminent qui profite des avantages résultant de ces changements; cette technologie n'est donc pas neutre du point de vue genre.”

---

1. L'économie numérique: C'est l'économie qui utilise largement les technologies de l'information et de la communication dans les nouveaux secteurs œuvrant dans le domaine des micro technologies. Elle est également définie comme l'économie fondée sur le principe de la production, de la diffusion et de l'utilisation des connaissances, en tant que principal moteur de la croissance économique et de l'augmentation de la richesse, où la connaissance, la créativité et l'innovation ont un rôle majeur et croissant dans la création et le maintien de la croissance. La connaissance est l'un des facteurs de croissance les plus importants de l'économie numérique, et c'est une marchandise à part entière. L'économie de la connaissance représente le stade de maturité et de développement de l'économie de l'information, qui se concentre sur le traitement des données et la vitesse de communication.

## Section 1.

# La diversité régionale et l'état de l'économie numérique

Les pays de la région arabe peuvent être classés en fonction des progrès de leur économie numérique en quatre groupes : les pays du Conseil de coopération du Golfe appartiennent au premier groupe, le plus développé ; Ce sont des pays à revenu élevé avec des taux élevés d'accès à Internet, des taux d'alphabétisation élevés et, dans la plupart des cas, des taux de chômage des jeunes relativement faibles. Le deuxième groupe comprend la Jordanie et le Liban, qui bénéficient de taux de pénétration d'Internet élevés en raison de la nature urbaine de ces deux pays. Le troisième groupe comprend les pays d'Afrique du Nord à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (Algérie, Égypte, Maroc et Tunisie), qui ont des niveaux de produit intérieur brut (PIB) similaires à ceux des pays du Moyen-Orient, mais ont des taux d'alphabétisation plus faibles et une population Internet de 100 millions de citoyens. Le dernier groupe comprend les pays touchés par des conflits, à savoir le Yémen, l'Irak, la Syrie, la Palestine, le Soudan, la Libye et les pays les moins avancés (Comores, Djibouti, Mauritanie et Somalie) (Mustafa, 2019). Les marchés arabes sont considérés comme un terrain fertile et inexploité pour ce type d'investissement entrepreneurial, avec un nombre d'internautes atteignant 266 millions d'utilisateurs, et les taux de croissance du nombre d'utilisateurs sont les plus élevés au monde. On estime également que le taux de flux de données transfrontaliers reliant le Moyen-Orient au reste du monde a doublé au cours de la dernière décennie de plus de 150 fois, bien que l'utilisation d'Internet, des réseaux sociaux et de la technologie numérique en général soit basée sur l'information, la communication et le divertissement, ce qui signifie qu'elle est encore principalement consumériste. Cependant, malgré la qualité d'utilisation négative, cela signifie également qu'il existe des opportunités inexploitées disponibles. En revanche, certains pays arabes, notamment Les Émirats arabes unis ont fait des progrès remarquables vers la transition numérique, la contribution de

l'économie numérique au PIB atteignant 4,3% (statistiques 2017), avec une croissance élevée qui dépasse le reste des secteurs économiques (Swiss Arab Entrepreneurs, 2019).

Les citoyens et les entreprises de la région ont besoin d'un Internet haut débit abordable pour profiter des opportunités numériques. Cependant, la réalité n'y est pas préparée, car les infrastructures numériques de la région sont plus arriérées que d'autres régions émergentes, ainsi que la vitesse Internet lente. Les marchés Internet dans les pays de la région souffrent de monopoles ou d'obstacles à l'entrée sur le marché (Groupe de la Banque mondiale, 2018 : 38).

Ce qu'on appelle la quatrième révolution industrielle<sup>2</sup> est devenue une opportunité d'impliquer davantage de femmes dans les pays de la région, dans les secteurs des technologies de l'information et de la communication et autres, mais le taux de participation des femmes à la population active au Moyen-Orient et en Afrique du Nord est parmi les plus faibles au monde avec 21,2 %, selon un rapport de l'Organisation internationale du travail pour l'année 2017, contre environ 40 % dans d'autres régions du monde (Fathi, 2017). Elles ne contribuent qu'à 18 % du PIB, et la raison de la baisse est que les rôles de soins que les femmes jouent dans la famille ne sont pas pris en compte. L'écart actuel entre les genres s'est étendu du marché du travail traditionnel au reste de l'économie, y compris le secteur de la technologie, affectant l'accès des femmes aux services numériques (Fathi, 2017).

2. La quatrième révolution industrielle est une façon de décrire le flou des frontières entre les mondes physique, numérique et biologique. C'est une combinaison d'avancées dans l'intelligence artificielle, la robotique, l'Internet des objets, l'impression 3D, le génie génétique, l'informatique quantique et d'autres technologies. C'est la force collective derrière de nombreux produits et services qui sont devenus indispensables au milieu du rythme de la vie moderne. Certains peuvent la définir comme une ère de progrès technologiques rapides avec de nouvelles innovations, dont l'application et la diffusion rapides entraînent un changement soudain de la société.

La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord compte des chômeurs parmi les plus instruits au monde. En 2019, les diplômés universitaires hautement qualifiés représentaient environ 30% du total des chômeurs de la région, dont beaucoup de femmes. Le nombre d'étudiantes dans les universités du Moyen-Orient dépasse le nombre d'étudiants masculins, et les étudiantes constituent un tiers du nombre total d'étudiants dans les départements de science, technologie, ingénierie et mathématiques des universités arabes. La région se classe au bas de l'indice mondial de l'écart entre les genres, le Forum économique mondial prédisant qu'il faudra 153 ans à la région pour combler l'écart. En termes de participation économique, la présence des femmes dans la population active n'en est qu'une composante. L'écart est également lié à l'égalité des salaires, au niveau de revenu, au pourcentage de femmes occupant des postes professionnels et techniques, ainsi qu'au pourcentage de femmes occupant des postes de responsabilité et de direction (Mannaa, 2019).

### Politiques d'économie numérique dans la région

Lors de la 11ème Conférence internationale sur le capital intellectuel, la gestion des connaissances et l'apprentissage organisationnel, les pays arabes se sont engagés à œuvrer pour la réalisation de la société de l'information, une société dans laquelle la fabrication, la diffusion et l'utilisation de l'information ont un impact significatif sous divers aspects, qu'ils soient économiques ou sociaux, politiques ou militaires (Rooney, 2014). Au niveau national, certains pays arabes ont commencé à traduire ces tendances dans la structure législative. A Beyrouth, il a été convenu d'inclure l'économie numérique parmi les éléments approuvés lors du sommet de janvier 2019, puis le Liban a ouvert la voie à l'intérêt pour la transformation numérique en approuvant Loi n°81 « Loi sur les données personnelles et les transactions électroniques. » Qui était concernée par la législation de la transformation numérique et de la signature électronique (Wahb, 2019). En Arabie saoudite, la Knowledge Economic City a été créée à Médine. En Égypte, le ministère des Communications et de l'Information a mis en place les premiers incubateurs technologiques spécialisés à la fin de l'année 2000. Aux Émirats arabes unis, la Dubai Internet City a été créée, en plus de l'expérience de la Tunisie, du Maroc, de Bahreïn et d'Oman,

qui ont fait beaucoup de chemin à cet égard (Abu Shamat, 2012).

En 2014, 11 des 19 pays de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ont adopté des stratégies nationales en matière de haut débit, au cœur desquelles se trouvent des objectifs liés à la pénétration ou à la couverture du haut débit dans toute la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Ces objectifs peuvent différer d'un pays à l'autre en raison de l'infrastructure disponible pour le haut débit et des revenus disponibles pour la population en plus des ressources financières des gouvernements (Gelvanovska et al., 2014 : 3-4). Une stratégie pour l'économie numérique a été lancée, qui travaille sur les fondements de l'économie et des applications qui apportent de la valeur à l'économie numérique (Al-Iqtisadiyah, 2019).

### Les femmes et l'économie numérique

Bien que l'un des principaux objectifs des Nations Unies fut d'apporter Internet dans tous les villages du monde d'ici la fin de 2015. Cependant, la fracture numérique est encore énorme aujourd'hui entre les riches et les pauvres, ce qui a créé une fracture numérique multiforme, non seulement au niveau des pays, mais aussi entre les groupes d'une même société, notamment entre les genres. La plupart des pays arabes n'ont pas été en mesure de tirer le meilleur parti du secteur des technologies de l'information et de la communication, car la majorité de la population rurale est pauvre, et dans ces régions, l'électricité et les communications représentent toujours un défi majeur, et sans ces fondamentaux, ces sociétés, en particulier les femmes, ne bénéficieront de la technologie dans aucun domaine de leur vie.

D'autre part, les canaux de l'économie numérique représentaient une opportunité importante pour certaines femmes qualifiées d'en bénéficier. Nous constatons que le fait d'avoir les compétences de la technologie moderne et de posséder une ou plusieurs langues étrangères diviseraient les femmes informaticiennes en deux catégories. La première est la catégorie des femmes qui ont une connaissance superficielle de l'utilisation des appareils électroniques et qui ont tendance à s'engager dans le commerce électronique ou à vendre des services via des sites de réseaux sociaux ou via leurs propres sites. Leur travail s'est concentré sur les produits traditionnels des femmes tels que la vente

de vêtements, de cosmétiques, de produits ménagers et de nourriture. Bien que les gains réels de telles initiatives puissent être limités, ces premières tentatives ont ouvert de nouvelles opportunités pour les femmes socialement défavorisées. Il ne fait aucun doute que cette méthode n'est pas si simple, mais la possibilité pour les femmes productrices de bénéficier du commerce électronique existe, à condition qu'elles bénéficient d'un accompagnement réglementaire. La deuxième catégorie est celle qui ont l'éducation et les compétences nécessaires qui permettent de tirer le meilleur parti de la technologie. Parmi elles se trouve la pharmacienne Rasha Radhy, fondatrice et directrice de la société Shifaa, un service de pharmacie en ligne égyptien qui permet aux gens de commander et de planifier des livraisons régulières de médicaments. « La transformation numérique des soins de santé dans la région MENA est l'avenir » (Jabr, 2019), a déclaré Rasha.

Par conséquent, les femmes utilisent la technologie moderne en fonction de leurs capacités économiques, des connaissances qu'elles possèdent et de leur conscience de l'objectif souhaité. Les opportunités d'emploi sont disponibles dans l'économie numérique selon les compétences suivantes :

- **Compétences de base :** utiliser du matériel (comme l'utilisation d'un clavier et l'utilisation de la technologie d'écran tactile), gérer des logiciels (comme le traitement de texte, la gestion de fichiers sur des ordinateurs, les paramètres de confidentialité des téléphones portables) et effectuer des opérations de base sur Internet (comme l'utilisation d'email, recherche ou remplissage d'un formulaire en ligne sur Internet). Ainsi, ses utilisateurs pourront interagir avec les autres et accéder aux services gouvernementaux, commerciaux et financiers. La plupart des apprenantes de niveau universitaire et autres et celles qui possèdent un niveau minimum d'anglais sont capables d'utiliser ces compétences de base, mais ces compétences, même si elles ouvrent une bonne fenêtre de connaissances pour les femmes, ne changent pas significativement leur statut professionnel.
- **Compétences intermédiaires :** c'est-à-dire utiliser les technologies numériques de manière plus efficace et les maîtriser préparent ainsi les individus à un large éventail de tâches numériques nécessaires, telles que

“Cependant, la fracture numérique est encore énorme aujourd'hui entre les riches et les pauvres, ce qui a créé une fracture numérique multiforme, non seulement au niveau des pays, mais aussi entre les groupes d'une même société, notamment entre les genres.”

les compétences en matière de traitement, d'analyse, d'interprétation et de visualisation de données, telles que la publication assistée par ordinateur, la conception graphique numérique, et le marketing numérique. Le nombre de femmes qui ont ce niveau est inférieur au niveau précédent, qui est le niveau qui inclut les études informatiques.

- **Compétences avancées :** Il s'agit des compétences qui permettent à leurs titulaires d'exercer des métiers tels que la programmation informatique, la gestion de réseaux, l'ingénierie des systèmes et la gestion de projets en technologies de l'information. Ce sont les professions dans lesquelles le pourcentage de femmes est plus faible par rapport aux deux niveaux précédents. Les emplois qui nécessitent des compétences numériques avancées sont généralement associés à des salaires beaucoup plus élevés que les emplois qui nécessitent des compétences numériques de base (UIT, 2018 : 7).

## Section 2.

# L'avenir du développement numérique dans la région

Digital transformation caused a shift in existing La transformation numérique a bouleversé les marchés et les industries existantes dans le monde entier, et a entraîné des transformations rapides et fondamentales dans la façon dont les gens vivent et se comportent. A la base, la révolution et la transformation numériques offrent les perspectives d'une économie plus intelligente et plus inclusive, reliées entre elles par un réseau mondial de TIC. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ce qu'on appelle la quatrième révolution industrielle est devenue une opportunité d'impliquer davantage de femmes ; non seulement dans les technologies de l'information et de la communication (TIC) et d'autres secteurs technologiques, mais aussi dans d'autres marchés et industries passifs en général. Les technologies numériques améliorent également la capacité des femmes à exprimer leurs opinions et augmentent leur efficacité dans la société, en fournissant des canaux interactifs qui leur permettent de participer aux débats publics.

La région est la plaque tournante du marché de la transmission de données à la croissance la plus rapide au monde. Le trafic de données dans la région augmentera fortement à un taux de croissance annuel composé de 42 % entre 2016 et 2021. Avec des liens géographiques et culturels, les échanges de données entre le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et l'Europe croissent à un rythme de plus de 50 % par an. Le potentiel de la région arabe dans l'économie numérique est également évident dans les projets réussis qui ont vu le jour ces dernières années, comme Maktoub et Souk.com, tous deux nés dans la capitale jordanienne, Amman. Un autre exemple est celui de la Start-up irakienne. (Magnitt), maintenant basée à Dubaï et qui est un marché d'investisseurs reliant 5500 start-ups et investisseurs de toute la région (Rosoto & Haddad, 2019).

Le rapport, « Une nouvelle économie pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord », note que les fondations sont déjà en place pour la transition vers une économie numérique, mais « l'infrastructure à large bande de la région est toujours dominée par les entreprises publiques en place qui sont souvent surchargées et tributaires d'infrastructures obsolètes. Alors qu'un ancien monopole tel qu'Orange prévoit d'investir des centaines de millions de dollars dans la plus grande plate-forme de commerce électronique d'Afrique, Jumia, les pays de la région sont toujours entravés par les entreprises publiques existantes » (Groupe de la Banque mondiale, 2018 : 44).

Les citoyens des pays du Moyen-Orient se sont remarquablement tournés vers les médias numériques, mais cette opportunité n'a pas été suffisamment exploitée par les grandes entreprises et les gouvernements de la région. La plupart des habitants de la région sont encore loin de la e-gouvernance, avec seulement 6 % des citoyens qui en profitent (Benni, Enrico et al., 2016).

La technologie peut rendre le travail plus efficace et créer des emplois dans de nouveaux secteurs, mais elle peut aussi entraîner de nombreuses pertes d'emplois. Les écarts de revenu et d'emploi pourraient continuer à se creuser si cet emploi n'est pas réintégré dans l'économie. Il ne fait aucun doute que le changement technologique améliore le niveau de vie, mais cette amélioration n'affecte pas tous les travailleurs et toutes les entreprises de la même manière. Les chercheurs de la Banque mondiale soutiennent que les technologies numériques créent des opportunités pour les travailleurs qualifiés et les entreprises prometteuses, tout en nuisant aux travailleurs peu qualifiés et aux entreprises moins productives. Un rapport de septembre 2018 du Forum économique mondial indique que 75 millions d'emplois existants pourraient être remplacés grâce à la transformation de l'homme

au travail et à la mécanisation, tandis que 133 millions de nouveaux emplois pourraient voir le jour d'ici 2022, avec une moyenne projetée de 58 millions d'emplois créés. Les emplois tels que les développeurs de logiciels, les analystes de données et les spécialistes de la transformation numérique font partie des emplois qui seront très demandés au cours de la période à venir (Cann, 2018).

Forbes a dressé une liste de 20 professions ou métiers qui commencent à s'estomper, dont les postiers, le tri et la livraison, et la logistique du transport, car le processus de tri est automatisé en scannant le code-barres sur le colis. Le règlement inclut également les employés des centres de communication qui ont été remplacés par des programmes informatiques pour détourner les communications et les diriger vers le client souhaité. Parmi les entreprises qui ont disparu au fil des ans figurent le travail des opérateurs de machines de bureau, la couture dans les usines de confection, l'exploitation de systèmes de pompage du pétrole... et même les chefs de restauration rapide ! Tous ces métiers peuvent désormais être remplacés par des systèmes technologiques et robotiques programmés, à moindre coût et plus efficaces.

L'automatisation menace également les femmes en particulier. On estime que 26 millions de femmes dans 30 pays de l'OCDE risquent de perdre leur emploi à cause de la technologie au cours des 20 prochaines années. Le risque d'automatisation affecte les emplois des femmes de 40 ans et plus, celles qui font du travail de bureau, ainsi que dans le domaine des services et de la vente. Environ 50 % des femmes ayant un diplôme d'études secondaires ou moins courent un risque élevé d'automatiser leur travail (Dabla-Norris et Kochhar, 2018).

La technologie permet aux jeunes qualifiés de surpasser les travailleurs plus âgés, mais elle laisse encore plus loin les jeunes peu qualifiés, ce qui nécessite une réorientation des politiques de protection sociale et de l'emploi (Groupe de la Banque mondiale, 2018 : 52)

En outre, les nouveaux modèles de travail peuvent être classés dans le secteur informel et non structuré, et ses travailleurs ne sont pas soumis dans de nombreux pays à des systèmes de protection sociale. L'application de service aux passagers Kareem, avec laquelle les femmes ont commencé à contracter, est un exemple

“ Environ 50 % des femmes ayant un diplôme d'études secondaires ou moins courent un risque élevé d'automatiser leur travail.”

de ce nouveau style d'entreprise. Les sites indépendants, comme Appwork, promettent également aux programmeurs et autres personnes hautement qualifiées au chômage de trouver du travail en ligne avec des entreprises à l'étranger dans le secteur informel. “Le secteur informel occupe une grande partie de la main-d'œuvre, allant dans les pays arabes entre 40 et 70 pour cent, et ils sont privés de toute protection sociale ou juridique. Le travail indépendant, qui est une caractéristique de l'économie qui n'est pas basée sur l'emploi, n'est pas inclus dans les programmes d'assurance sociale traditionnelle qui prévaut dans la région » (Mahdad, 2019).

Le système d'assurance sociale dépend du paiement de cotisations mensuelles qui sont déduites du salaire des travailleurs à salaire fixe des secteurs public et privé, afin d'assurer leur protection s'ils sont exposés à l'invalidité ou à la vieillesse, ou pour protéger leur famille s'ils décèdent. Cependant, il existe des secteurs d'emploi qui ne peuvent pas adhérer au parapluie de l'assurance sociale, à savoir les journaliers ou les travailleurs indépendants, ce qui s'applique à de nombreuses professions liées aux nouvelles technologies (Groupe de la Banque mondiale, 2018 : 52).

## Section 3.

# Défis liés à la participation des femmes à l'économie numérique

La région évoluant vers une dépendance croissante vis-à-vis de l'économie numérique, il est urgent d'attirer une main-d'œuvre qualifiée en technologie, ingénierie, mathématiques et sciences. Ainsi, la pénurie de la main-d'œuvre technologiquement qualifiée devient une opportunité importante qui peut être comblée par la main-d'œuvre féminine dont la présence mondiale dans le secteur des TIC est encore limitée, qui ne dépasse pas 24%, selon le rapport du Forum économique mondial. L'augmentation de la main-d'œuvre féminine devrait entraîner de nombreux gains dans la technologie et les industries connexes, ainsi qu'une augmentation du PIB estimée à 2 700 milliards de dollars d'ici 2025 (Groupe de la Banque mondiale, 2018 : 6).

La raison du déclin de la participation économique des femmes dans les pays arabes et nord-africains est due à la nature culturelle et sociale de ces pays, et à l'éducation qui divise les rôles, laissant les femmes dans des rôles de soins au sein de la famille. L'absence ou la faiblesse de certains services sociaux ou leur coût élevé, comme les garderies, les empêchent également d'accéder au marché du travail. Le manque d'infrastructures de transport public sûres et fiables joue un rôle essentiel dans le retrait de nombreuses femmes du marché du travail ou n'y accèdent pas du tout. En outre, l'écart salarial entre les genres contribue à affaiblir la participation des femmes au marché du travail, car les femmes gagnent entre 60 et 75 % de la valeur des salaires des hommes (Mannaa, 2019).

Contrairement à l'économie traditionnelle, l'économie numérique incite les travailleurs à travailler à distance, car le genre n'est pas un obstacle autant que dans l'économie physique. Cependant, les femmes souhaitant rejoindre les marchés de l'économie numérique sont confrontées aux mêmes défis culturels, sociaux et économiques qui existent dans l'économie traditionnelle, ce qui les empêche de profiter des opportunités offertes par les TIC (Banque

mondiale, 2015). Les défis qui affectent le plus la participation des femmes arabes à l'économie numérique sont :

- **Analphabétisme numérique** : l'analphabétisme numérique est considéré comme l'un des plus grands défis auxquels sont confrontées les femmes pour rattraper leur retard sur le marché du travail traditionnel et numérique. La question de l'analphabétisme numérique ne peut être abordée indépendamment de l'analphabétisme alphabétique, des politiques éducatives faibles et de la qualité du contenu éducatif, en plus du manque de service Internet pour tous les segments de la société, en particulier pour les classes pauvres et moyennes qui considèrent Internet comme plus proche du luxe que des nécessités (Hamdi, 2019).
- **Sécurité numérique faible** : la discrimination à l'égard des femmes limite leur accès au marché du travail, et les femmes sont non seulement confrontées à la haine dans l'espace public, mais l'espace virtuel porte la même quantité d'hostilité et de haine à leur égard. Les femmes sont confrontées à un langage agressif et au harcèlement sexuel, et leurs informations personnelles enregistrées peuvent être utilisées à des fins de menaces, de diffamation, de chantage financier ou sexuel, ce qui conduit beaucoup à se retirer de l'espace Internet pour éviter les risques. Les risques d'abus pour les femmes qui utilisent Internet augmentent avec la faiblesse de leur expérience électronique (Hamdi, 2019).
- **Disparité dans l'accès à Internet** : Le dernier rapport d'Oredoo Group au Moyen-Orient et en Afrique du Nord montre que deux internautes sur trois dans la région sont des hommes. En 2015, il y avait 84 millions de femmes dans le monde arabe qui ne possédaient pas de téléphone portable, et selon les chiffres de la Banque mondiale, la disparité entre les genres

dans l'utilisation d'Internet et des téléphones portables contribue principalement à creuser le fossé social (Suez, 2015).

- Faible disponibilité du haut débit : de nombreux pays arabes réalisent maintenant que l'Internet haut débit est important pour réduire les taux de pauvreté et créer des opportunités d'emploi, en particulier pour les femmes et les jeunes (Suez, 2015), mais les investissements dans la fourniture du haut débit sont encore bien inférieurs à ce qui est nécessaire.
- Diminution du nombre de femmes travaillant dans les domaines des sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STIM): Bien que le pourcentage des étudiantes dans les départements des STIM soit sain, cependant, le défi réside dans leur transition vers le marché du travail. Dans les pays arabes, le pourcentage de diplômées universitaires est plus élevé que le pourcentage d'hommes diplômés, car les estimations de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture-UNESCO ont révélé que les femmes constituent entre 34 % et 57 % des diplômés des écoles qui excellent dans les sciences et les mathématiques, un pourcentage qui dépasse les ratios trouvés aux États-Unis d'Amérique et en Europe (Groupe de la Banque mondiale, 2018 : 6).
- Absence de modèles : les modèles dans n'importe quel domaine sont considérés comme une incitation pour quiconque veut s'engager dans quelque chose, et c'est ce qui manque aux filles dans les domaines des sciences, de la technologie, des mathématiques et de l'ingénierie. La présence de modèles féminins dans ce domaine est absente devant les nouvelles générations de filles qui suivraient cette voie si elles savaient que c'est un domaine qui accueille les femmes et leur est ouvert (Mannaa, 2019).
- Difficulté à obtenir des financements : Le secteur privé reste le principal acteur pour bénéficier de l'économie numérique, mais comme l'économie traditionnelle, il a besoin de capitaux en plus des connaissances. Dans les pays de la région arabe, les femmes et les hommes n'ont pas un accès égal au financement. Les femmes reçoivent 23 % de financement en moins que les hommes, selon des études, et elles reçoivent 30 % moins

d'accords positifs que les hommes (Mannaa, 2019).

- Manque ou difficulté d'accès à la formation : le manque de formation aux compétences liées à la technologie est un obstacle courant pour les femmes qui entrent dans le secteur des technologies de l'information dans le monde en développement (Banque mondiale, 2015), et trois types de programmes de formation pour développer les compétences nécessaires ont récemment proliféré. Pour rattraper l'économie numérique :
  - Le premier type est fourni par les programmes gouvernementaux soucieux de former de nouvelles générations de spécialistes en technologie. Ces programmes se concentrent sur des compétences telles que le développement de jeux numériques, le développement d'applications mobiles, le développement de sites Web, l'ingénierie mécatronique, le multimédia et l'analyse des mégadonnées, parmi de nombreuses autres disciplines technologiques avancées (Ministère des Communications, 2017).
  - Le second type est assuré par des sociétés de formation privées, dans tous les pays arabes. Il attire des étudiants en sciences technologiques pour développer leurs compétences ainsi que des non-étudiants qui souhaitent intégrer le domaine de la technologie, mais ces entreprises sont généralement concentrées dans les capitales et sont très chères, ce qui exclut automatiquement les personnes aux revenus limités même si elles sont talentueuses, ainsi que les habitants des gouvernorats et des zones rurales.
  - Le troisième type est la formation en ligne, car il existe des milliers de sites proposant une formation aux personnes intéressées, et ils sont disponibles, et nécessitant un ordinateur et une bonne vitesse Internet, ce qui n'est pas disponible dans de nombreuses régions qui ne sont pas connectées aux réseaux de haut débit avancé.
- La disparité d'accès aux postes de responsabilité : l'économie numérique dans son état actuel reproduit des schémas de ségrégation entre les genres, les hommes occupant la plupart des emplois qui nécessitent des compétences élevées et leur apportent une

forte valeur ajoutée, tandis que les femmes occupent des professions peu qualifiées qui ne leur apportent qu'une valeur ajoutée faible (Gurumurthy, 2004 : 31).

- Le double travail : Les canaux de l'économie numérique ont également permis à certaines femmes d'obtenir des rendements financiers grâce au commerce électronique, ce qui leur permet de visualiser facilement les derniers produits et de développer leur commerce sans se déplacer. De larges secteurs de la société arabe ont tendance à adopter cette approche, qui sert le cadre des relations existantes entre les femmes et les hommes. Garder les femmes à la maison, c'est continuer à s'occuper de toutes les tâches de soins avec l'ajout d'un nouvel avantage qui est de générer des revenus. Certains courants conservateurs poussent dans cette direction en fournissant tous les moyens de soutien cognitif et matériel aux femmes, et en présentant un modèle réussi pour les femmes conservatrices et modernes à la fois. Par conséquent, les courants conservateurs ont soutenu la création de milliers de sites Web de femmes, qu'ils soient commerciaux, éducatifs ou orientés vers les services, afin de créer un cyberspace féminin parallèle qui soutient la ségrégation des genres.

Malgré les défis auxquels les femmes sont confrontées pour tirer le meilleur parti des opportunités offertes par l'économie numérique, les femmes entrepreneures de la région offrent un exemple concret de la façon dont la quatrième révolution industrielle peut apporter transformation et leadership dans la région. Une startup sur trois dans la région est soit fondée, soit dirigée par une femme. Les femmes ont de meilleures opportunités de travailler dans des entreprises dirigées par des femmes par rapport à leurs homologues dirigées par des hommes, et elles ont plus de chances d'accéder à des postes de direction. Les indicateurs révèlent que les opportunités de participation des femmes à l'économie numérique et à l'évolution rapide du monde du travail sont plus grandes en présence de femmes leaders et entrepreneurs (Groupe de la Banque mondiale, 2018 : 7).

D'autre part, les pays de la région assistent à la montée en puissance d'initiatives de femmes actives dans le domaine des technologies de l'information qui permettront de relever certains des défis évoqués, certaines de ces initiatives s'appuient sur le soutien d'organisations

internationales et d'autres reçoivent celui du gouvernement. Voici des exemples de ces initiatives :

- En 2005, le projet Réseau arabe pour les femmes dans la science et la technologie a été lancé, dont les activités sont supervisées par l'Université du Golfe arabe en coopération avec l'UNESCO, avec la participation de 250 scientifiques spécialisés de 18 pays arabes. Le réseau a été créé dans le but de mettre en évidence le statut des femmes dans les domaines de la science et de la technologie, en offrant un espace de rencontre et d'interaction pour les femmes spécialistes de différentes sciences, ainsi qu'en encourageant les filles à rejoindre les majors scientifiques et technologiques (Laha Online, 2005).
- « L'initiative WeMENA<sup>3</sup> fournit du réseautage, de la formation, du mentorat et du financement aux jeunes entreprises fondées par des femmes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. » A travers un concours annuel, cette initiative vise à développer la résilience des femmes. Les participantes au concours de l'initiative viennent de pays confrontés à des dangers réels, y compris les dangers de la guerre et la recherche d'un refuge sûr. Mais le concours est conçu pour motiver les concurrentes à trouver des solutions appropriées et à surmonter les obstacles, tels que l'obtention de crédit, la difficulté de se déplacer entre les différentes régions, ou peut-être le fait d'être menacé par l'absence de protection sécuritaire dans la région (Sulaiman et Lavinal, 2017). Les concurrentes de ce concours reçoivent une formation en affaires par des mentors spécialisés dans la Silicon Valley aux États-Unis et ailleurs, et des opportunités de concourir pour un prix en espèces de 150 000 dollars américains. (WeMENA, nd)).

3. WeMENA (Women Entrepreneurs for a Resilient Future), une plateforme qui soutient les femmes entrepreneures à travers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

## Section 4.

# Perspectives féministes sur l'économie numérique : Inciter le débat

### La technologie comme outil de marginalisation

Ursula Franklin révèle dans son livre « The Real World of Technology » son inquiétude quant à l'étendue de l'interférence des technologies dans la vie quotidienne, aboutissant à une « culture de soumission », où la technologie elle-même devient un instrument de contrôle social (Franklin, 1989). Vandana Shiva conteste également l'affirmation selon laquelle la technologie est mondiale parce qu'elle a émergé d'une culture dominante et considère les systèmes de connaissances modernes eux-mêmes comme coloniaux. Shiva prône une technologie indigène alternative et une redéfinition du savoir afin que le local devienne le légitime. Par conséquent, la perspective de démocratisation du savoir et de la technologie est liée aux libertés humaines car elle libère le savoir de la dépendance vis-à-vis des systèmes à vision unique et le rend plus authentique et lié aux communautés locales (Shiva, 1993).

Regarder Internet à travers le prisme des droits de l'homme nécessite d'aller au-delà de la question de l'accès à Internet pour aborder les questions de l'égalité et de l'équité en ce qui concerne les connaissances disponibles sur Internet. La diffusion massive d'Internet au cours de la dernière décennie a amené des peuples et des sociétés plus diversifiés sur le Web. Cependant, les connaissances disponibles en ligne ne reflètent pas notre diversité, avec peu de femmes, de personnes de couleur et de personnes du Sud mondial. (Allman et Sengupta, 2019).

Seuls ceux qui sont au pouvoir décident quelles voix se font entendre et quelles connaissances apparaissent sur Internet. Wikipédia, par exemple, qui se classe cinquième en nombre de

visiteurs, reflète la profondeur de cette inégalité entre les pays du Nord et les pays du Sud. Les rédacteurs du site d'Europe et d'Amérique du Nord représentent 80%, alors qu'ils représentent 20% de la population mondiale. D'autre part, « plus de 75 % des sites originaux avec le plus grand nombre de visiteurs sont enregistrés en Europe et en Amérique du Nord, tandis que la plupart des internautes sont originaires des pays du Sud mondial ». Le site manque d'équilibre hommes-femmes, car les femmes ne constituent que 10% des rédacteurs, et les CV des femmes ne dépassent pas 17% des CV présentés par le site en anglais. Ces indicateurs révèlent une multiplicité des inégalités qui, si elles ne changent pas, Internet sera une zone d'inégalité supplémentaire entre les pays (Allman et Sengupta, 2019). Il ne fait aucun doute que la maîtrise du domaine des technologies de l'information et de la communication soutient et renforce le pouvoir des pays, des entreprises, des groupes, voire des individus, et leur donne la capacité d'innover et d'opérer des changements rapides dans le domaine des technologies de l'information. Cependant, la plupart des pays à revenu intermédiaire et à faible revenu sont incapables de répondre aux besoins d'accès à la technologie ou de supporter les charges financières qu'elle requiert. Le contraste entre les capacités des pays forts et pauvres met en évidence la fracture numérique et l'inégalité qui l'accompagne dans la répartition des revenus de la technologie. Les pays en développement, ainsi que des différentes régions, groupes et classes sociales en leur sein souffrent de cet écart. (Gurumurthy, 2004 : 23-24).

Les groupes marginalisés - la majorité dans ce monde - méritent un meilleur Internet, et ils méritent de connaître l'histoire et les connaissances d'une manière plus facile et plus sûre. Ce n'est que lorsque cela sera réalisé que

le droit à Internet conduira à la justice du savoir sur le Web. (Allmann et Sengupta, 2019).

### Une opportunité de faire un changement positif... Est-ce vraiment une opportunité ?

Les TIC sont-elles au service du changement social ? Une étude publiée en 2003 indique que les technologies n'ont pas été un instrument de changement comme on le disait, malgré les énormes ressources qui ont été investies dans les pays en développement et parmi les pauvres pour accroître leur accès aux technologies de l'information et de la communication. Bien que les technologies de l'information et de la communication ne soient pas une panacée pour lutter contre la pauvreté, l'étude indique que les technologies de l'information et de la communication peuvent être exploitées pour le développement et la réduction de la pauvreté en les utilisant comme des outils qui aident à développer des stratégies et des programmes plus larges pour créer des opportunités et améliorer le statut des pauvres 1-2 : McNamara, 2003).

La technologie peut également être utilisée pour lutter contre les pratiques culturelles néfastes telles que la violence à l'égard des femmes. La campagne « Get Back Technology » a permis de faire la lumière sur le problème de la violence à l'égard des femmes à travers les médias technologiques, en plus de fournir des informations, des recherches et des propositions de solutions du monde entier. La technologie moderne, d'autre part, a toutes les caractéristiques qui créeraient de nouvelles opportunités pour les réseaux et les mouvements féministes de s'engager dans le plaidoyer, la mobilisation et le renforcement de la solidarité. Récemment, la région a été témoin de la prolifération de nombreux modèles positifs qui exploitaient la technologie pour une organisation féministe transnationale.

Bien que les pays en développement profitent de l'industrie des TIC en y transférant certains emplois, les sociétés transnationales (STN) ont toujours le dessus dans le contrôle des marchés, des processus de production et de distribution (Gurumurthy, 2004 : 28). Cela signifie également la persistance des écarts entre les différentes couches sociales et aussi entre les femmes et les hommes.

Il faut donc s'interroger sur la nature de ces opportunités et le degré de leur équité et quel intérêt servent-elles, et aussi qui a la capacité de les saisir. Les opportunités technologiques nécessitent la jouissance des connaissances et des ressources matérielles et du réseau de communication nécessaires pour mettre en œuvre ces opportunités, qui sont toutes des ressources dont bénéficient les propriétaires de grands capitaux et les entreprises internationales influentes.

### Internet : un exutoire à la censure et à l'autoritarisme

La menace qui pèse sur le contenu démocratique d'Internet s'accroît et les libertés individuelles sont menacées. Des groupes d'intérêts mondiaux (transnationaux) d'entreprises et certains gouvernements nationaux cherchent à affirmer un contrôle à la fois économique et politique sur Internet pour faire avancer leurs intérêts. De nombreux géants multinationaux des TIC souhaitent conserver leur monopole sur les « informations personnelles » de leurs clients. La « guerre contre le terrorisme », comme elle est devenue largement reconnue, était un prétexte pour exploiter les nouvelles technologies – en tant qu'armes de contrôle – pour limiter le droit à la vie privée et le droit à la dissidence. Lorsqu'Internet a prouvé sa capacité à être un outil efficace pour revendiquer les droits des citoyens, après les événements du printemps arabe en 2011, les gouvernements n'ont pas hésité à couper Internet lui-même, et les autorités des pays arabes ont pris des mesures arbitraires pour confisquer aux citoyens le droit à l'expression. Ils ont également ciblé des militants et des militantes politiques et adopté des lois les autorisant à criminaliser les opposants et les journalistes (Abrougui, 2019).

Les autorités ont renforcé leur contrôle sur les plateformes des réseaux sociaux et ont utilisé leurs armées électroniques pour mobiliser et orienter l'opinion publique (Araby Post, 2018). Cela s'ajoute à la coordination entre les pays de la région pour renforcer davantage le contrôle et la surveillance, et pour assurer le suivi de ceux que les pays considèrent comme les porte-paroles de l'opposition (Radesh, 2015). A mesure que de nouvelles façons d'exprimer son opinion émergent, de nouvelles façons de faire taire et d'affronter les voix émergent.

Etisalat et Ooredoo figurent parmi les entreprises les mieux classées selon l'indice Rating Digital Rights (RDR), qui évalue dans quelle mesure les entreprises respectent les droits des utilisateurs en publiant des politiques d'utilisation, en particulier celles liées à la liberté d'expression et à la vie privée des clients. Les deux sociétés n'ont pas publié ces politiques, qui expliquent comment les données des utilisateurs sont traitées et définissent la base de la surveillance, le cas échéant, ce qui rend la publication des politiques d'utilisation essentielle pour les défenseurs des droits numériques des citoyens. Certaines entreprises sont devenues partenaires des gouvernements pour censurer Internet (Abrougui, 2019). Par conséquent, il semble clair que les pays arabes se concentrent sur la sécurisation électronique des régimes au pouvoir au lieu de protéger les intérêts du citoyen, en promulguant une législation qui protège les intérêts du système, en promulguant des législations qui protègent les intérêts du régime en contournant ce qui est reconnu par les traités internationaux et les principes du droit international et les nobles valeurs. (Al Jawhar, 2018).

### **Vers un avenir du travail basé sur l'équité sociale et le genre**

Les technologies de l'information et de la communication peuvent contribuer à construire un avenir juste pour les femmes si les politiques garantissent les droits des travailleuses, l'assurance, le congé de maternité et les conditions de travail saines et sûres. Les opportunités d'emploi les plus populaires dans le secteur des technologies de l'information sont toujours le travail à distance, mais ces opportunités sont partagées avec tous les secteurs du travail informel.

Par conséquent, le système de protection sociale doit être restructuré à la lumière des changements que la technologie a apportés aux marchés du travail, et à la lumière de l'augmentation du nombre de travailleurs en dehors des cadres traditionnels organisés.

Construire un avenir juste pour les femmes dans l'économie numérique ne peut être réalisé qu'à travers un changement structurel dans le secteur des TIC, et pas simplement en intégrant les femmes dans ce secteur. La première étape du changement structurel consiste à développer une vision commune d'une société mondiale de

l'information qui contribue au développement humain sur la base des principes des droits de l'homme et comprend des forces anti-monopoles et anti-hégémoniques qui cherchent à utiliser la technologie pour parvenir à la justice sociale. Le système actuel des TIC est organisé autour de lignes élitistes, paternalistes, techniques, centralisées et antidémocratiques. Il est basé aussi sur des valeurs capitalistes, ce qui rend les opportunités de changement impossibles sans la recherche d'alternatives éthiques qui régissent ce système. Une société de l'information plus inclusive, démocratique et équitable entre les genres ne peut être réalisée que si les parties prenantes s'engagent à la coordination et à la coopération.

La technologie peut contribuer à construire un avenir professionnel équitable si les femmes ont des chances égales d'accéder à des emplois techniques et mieux rémunérés. Pour y parvenir, les femmes ont besoin d'accéder aux opportunités d'éducation et de formation nécessaires pour se préparer à l'évolution rapide des exigences en matière de compétences. La formation et le renforcement des capacités contribuent à assurer un avenir équitable aux femmes dans l'économie numérique. Dans les communautés rurales, les femmes peuvent avoir besoin des compétences technologiques de base, telles que la création de contenu numérique et l'apprentissage des bases de la sécurité numérique (Mannaa, 2019). Compte tenu des changements technologiques rapides, les marchés de l'économie numérique auront besoin d'une mise à jour continue des compétences, afin de se qualifier pour travailler dans plus d'une profession au cours du cycle de vie du travailleur. Les marchés de l'économie numérique devront également reconsidérer les politiques fiscales et de protection sociale. L'économie numérique doit également être suffisamment flexible pour permettre aux travailleurs de passer d'anciens emplois à leurs nouveaux emplois sur les marchés de l'économie numérique (Badran, 2017 : 7).

Un avenir juste pour les femmes dans l'économie numérique ne viendra pas sans le soutien de la communauté internationale, afin de promouvoir des stratégies claires dans le domaine du genre lors de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation des projets et programmes TIC, ainsi que pour faire face au monopole des grandes entreprises à travers l'utilisation de forums internationaux tels que le « Sommet mondial de la société de l'information » pour faire face

à la domination du Nord et des entreprises sur le domaine des technologies de l'information et de la communication.

Les deux groupes de travail des ONG sur les stratégies de genre et les groupes de travail de la société civile au Sommet mondial de la société de l'information ont collaboré à la préparation d'une liste des questions les plus urgentes dans le domaine de l'égalité des genres, qu'ils ont appelée les « sept impératifs ». La liste comprenait des questions : examiner les divers besoins des femmes ; respecter les efforts visant à renforcer et à tirer parti des accords et déclarations internationaux; soutenir les TIC en tant que canaux efficaces pour la consolidation de la paix; adopter et promouvoir un développement fondé sur la justice sociale; et adopter d'éventuelles alternatives nationales peu coûteuses et accessibles à tous (Jolly et al., 2004 : 30).

Pour parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes, les femmes doivent jouer un rôle actif dans le façonnement de l'avenir numérique. Cela nécessite la préparation de cadres féminins qualifiés dans les domaines des technologies de l'information et de la communication et des mathématiques, ainsi que l'adoption de politiques permettant une représentation équitable des femmes aux postes de direction (Badran, 2017 : 2).

Un avenir équitable nécessite également la création de nouveaux modèles d'activité économique, offrant des opportunités d'autonomisation économique, politique et sociale des femmes, ainsi que la promotion de l'égalité du genre. Mais ce potentiel ne sera pas réalisé sans une bonne compréhension et une confrontation appropriée avec la société de l'information en termes de besoins des utilisateurs, de conditions d'accès, de politiques, d'applications et de cadres réglementaires.

Afin d'assurer un avenir équitable pour les femmes dans le secteur de l'économie numérique, nous avons besoin de politiques qui facilitent la redistribution de la main-d'œuvre et réduisent les temps d'arrêt. L'adoption de systèmes d'assurance solides et flexibles contribuerait à la redistribution de l'emploi, et l'expérience du Danemark avec de faibles taux de chômage, dont les généreux filets de sécurité sociale ont entraîné la création de mouvements flexibles sur les marchés du travail, qui permettent le

*“La technologie moderne, à toutes les caractéristiques qui créeraient de nouvelles opportunités pour les réseaux et les mouvements féministes de s'engager dans le plaidoyer, la mobilisation et le renforcement de la solidarité.”*

recrutement et les licenciements et un bon état de l'offre et de la demande de l'emploi. Cependant, la flexibilité des marchés et la qualité des filets de sécurité ne sont pas des éléments suffisants si les capacités des ressources humaines ne sont pas constamment construites et entretenues, afin de leur permettre de saisir les nouvelles opportunités qu'offre le marché du travail. Cela nous ramène à la nécessité d'améliorer la qualité de l'éducation et de la relier aux besoins des marchés du travail et de fournir des opportunités de formation continue (Peralta-Alpha et Roitman, 2018). Construire un avenir juste nécessite également de restructurer les systèmes de protection sociale pour s'adapter aux nouvelles formes de travail associées aux technologies de l'information, ce qui inclut également la possibilité de modifier le niveau de revenu de temps à autre. Certains pays ont pris conscience de l'évolution potentielle des marchés du travail et ont eu recours à l'introduction d'un revenu minimum. Certains experts suggèrent de revoir le régime fiscal de ceux qui ont été touchés par la perte de leur emploi en raison de l'automatisation du travail (Dabla-Norris et Kochhar, 2018).

Enfin, pour que les femmes aient un avenir équitable, l'économie numérique doit produire « une technologie respectueuse de l'humanité et de l'environnement, et nous ne pourrions le faire sans un contrôle démocratique sur les moyens de produire cette technologie » (Darwish, 2019).

# Bibliographie

Abu Al-Shamat, Muhammad Anas (2012): Knowledge Economy Trends in Arab Countries: Damascus University Journal of Economic and Legal Sciences, Volume 28, Issue 1, available at: Damascus University website, <http://damascusuniversity.edu.sy/mag/law/images/stories/1-2012/a/591-610.pdf>

Allman, Kyra and Singupta, Anasuya (2019): Beyond Internet Access: A Quest for Knowledge Justice on the Web, available at: OpenGlobalRights (22.1.2019), <https://www.openglobalrights.org/beyond-internet-access-seeking-knowledge-justice-online/?lang=Arabic> (last accessed on 2.10.2019)

International Telecommunication Union (2018): Digital Skills Toolkit, available at: The International Telecommunication Union website, [https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Documents/Digital-Skills-Toolkit\\_Arabic.pdf](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Documents/Digital-Skills-Toolkit_Arabic.pdf)

Al-Eqtisadiyah (2019): 50 pilot programs and projects to support digital economic transformations in the Arab countries, available at: Al-Eqtisadiyah website (12.4.2019), [http://www.aleqt.com/2019/04/12/article\\_1579121.html](http://www.aleqt.com/2019/04/12/article_1579121.html) (last accessed on 2.10.2019)

Badran, Mona (2017), Achieving equality between men and women in the Arab region in the midst of the changing labour world, The Tripartite Arab Meeting on the Future of Work, available at: International Labour Organization website (3.4.2017), [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---arabstates/---ro-beirut/documents/publication/wcms\\_549623.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---arabstates/---ro-beirut/documents/publication/wcms_549623.pdf)

The World Bank (2015): Empowering Women Through Job Creation in the Digital Economy, available at: World Bank website (20.10.2015), <https://www.albankaldawli.org/ar/news/feature/2015/10/20/empowering-women-through-jobs-in-the-digital-economy> (last accessed on 10.1.2019)

Peralta-Alva, Adrian & Reutmann, Agustin (2018): Technology and the Future of Work, available at: the IMF website (1.5.2018), <https://www.imf.org/ar/News/Articles/2018/05/01/blog-technology-and-the-future-of-work> (last accessed on 1.10.2019)

Benny, Enrico et al. (2016): The Digital Economy in the Middle East: Transforming the Region into a Leading Digital Economy, available at: McKinsey & Company Website (October 2016), <https://www.mckinsey.com/featured-insights/middle-east-and-africa/digital-middle-east-transforming-the-region-into-a-leading-digital-economy/ar-ae>

Jabre, Ahmed (2019): The Egyptian startup encourages pharmacies to go online, available at: Wamda (2.1.2019), <https://www.wamda.com/ar/2019/09/egyptian-startup-encouraging-pharmacies-online-arabic> (last accessed on 2.10.2019)

Gurumurthy, Anita (2004): Gender and Information and Communication Technologies, Comprehensive Report, available at: The Institute for Development Studies website, [http://www.bridge.ids.ac.uk/sites/bridge.ids.ac.uk/files/reports/BRIDGE\\_ESCWA\\_arabicICTCEP\\_final.pdf](http://www.bridge.ids.ac.uk/sites/bridge.ids.ac.uk/files/reports/BRIDGE_ESCWA_arabicICTCEP_final.pdf)

Jolly, Susie, Narayanaswamy, Lata, and Zoabi, Raida (2004): Gender, Information Technology and Communications Support Resource Group, available at: The Institute for Development Studies website, [http://www.bridge.ids.ac.uk/sites/bridge.ids.ac.uk/files/reports/BRIDGE\\_ESCWA\\_arabicTSRC\\_final.pdf](http://www.bridge.ids.ac.uk/sites/bridge.ids.ac.uk/files/reports/BRIDGE_ESCWA_arabicTSRC_final.pdf)

Jawhar, Al-Jamoussi (2019): Crackdown on Social Media Networks: Policies, Objectives, and Policies, Al Jazeera Centre for Studies (2.1.2019), <https://studies.aljazeera.net/ar/mediastudies/2019/01/190102094150980.html>

Hamdi, Yamaniya (2019): Technical illiteracy isolates Arab women from digital society, available at: Al-Arab Magazine website (30.6.2019), <https://alarab.co.uk/-/الأمية-التقنية-تعزل-المرأة-العربية-عن-المجتمع-الرقمي> (last accessed on 5.10.2019)

Dabla-Norris, Era, Kochhar, Kalpana (2018): Women, Technology, and the Future of Work, available at: IMF website (19.11.2018), <https://www.imf.org/ar/News/Articles/2018/11/19/blog-Women-Technology-the-Future-of-Work> (last accessed on 4.10.2019)

Darwish, Urwa (2019): Technology and Workers: Capitalist Curse and Socialist Blessing ! Available at: Popular Will Party website (1.7.2019), <http://www.kassioun.org/more-categories/misc-2/item/62244-2019-07-01-07-11-12> (last accessed on 1.10.2019)

Radish, Courtney C. (2015): Treating the Internet as an Enemy in the Middle East, available at: Committee to Protect Journalists (27.4.2015), <https://cpj.org/x/5fcd>

Rosotto, Carlo and Haddad, Marolla (2019): The Levant 2.0: Promoting Growth and Job Creation through Digital Transformation, available at: the World Bank Blog Site (27.6.2019), <https://blogs.worldbank.org/arabvoices/mashreq-20-boosting-growth-creating-jobs-through-digital-transformation>

Suleiman, Ayat and Olivier, Lavinal (2017): Women Leading the Middle East and North Africa Forward, One Innovation After Another in Business, available at: The World Bank Blog Site (18.5.2017), <https://blogs.worldbank.org/arabvoices/women-driving-mena-forward-one-innovation-time>

Al-Swais, Maha (2015): 10 facts you did not know about women in the Arab world, available at: World Bank Blog Website (3.6.2015), <https://blogs.worldbank.org/arabvoices/ten-facts-about-women-arab-world> (last accessed on 10.1.2019)

Sheikh Ali, Samir (2002): Globalization and Arab Economic Integration: Damascus University Journal, Volume 18, Issue 1, available at: Damascus University website, <http://damascusuniversity.edu.sy/old/human/2002/18-1-2002/sameer.pdf>

Abrougui, Afef (2019): Telecom companies in the Arab region fail to respect users' digital rights, available at Smex (19.8.2019), <https://smex.org/ar/شركات-الاتصالات-في-المنطقة-العربية-تف>

ArabicPost (2018): It sparked the "Arab Spring" and is now being used to manipulate peoples. How rulers have succeeded in using social networks to gain support, available at: Arab Post (22.11.2018), <https://arabicpost.net/أخبار/2018/11/22/شركات-التواصل-استغلال-الحكومات>

Fathy, Nazela (2017): Prejudices and barriers, available at: Finance and Development Journal, Volume 54, Issue 4, available at: International Monetary Fund website, <https://www.imf.org/external/arabic/pubs/ft/fandd/2017/12/fathi.htm> (last accessed on 2.10.2019)

Laha Online (2005): A Network for Arab Women in Science and Technology, available at: Laha Online (28.2.2005), <https://www.lahaonline.com/articles/view/7782.htm>

The World Bank Group (2018): A New Economy for the Middle East and North Africa, available at: World Bank website, <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/30436/211367AR.pdf?sequence=12&isAllowed=y>

Mustafa, Safa (2019): How to measure the extent of digital transformation in Arab countries, available at: Arab Development Portal website (28.2.2019), <https://arabdevelopmentportal.com/ar/blog/how-measure-digital-transformation-arab-countries>

Mannaa, Rasha (2019): Can the digital age succeed in bridging the gender gap? Available at: Wamda (25.3.2019), <https://www.wamda.com/2019/03/digital-era-bridge-gender-divide> (last accessed on 3.10.2019)

Mahdad, Al-Zubair (2019): The changing nature of work ... Read in the World Bank report, available at: Hespress (23.5.2019), <https://www.hespress.com/writers/433155.html>

Ministry of Telecommunications and Information Technology (2017): The Information Technology Institute launches the 38th session of the Professional Training Program (9 months), available at: The Ministry of Communications and Information Technology website (1.10.2017), [http://www.mcit.gov.eg/Ar/Media\\_Center/Latest\\_News/News/12708](http://www.mcit.gov.eg/Ar/Media_Center/Latest_News/News/12708) (last accessed on 2.1.2019)

Wahb, Lina (2019): The digital economy and its future in the Arab world, on Al-Quds Al-Arabi website (6.7.2019), <https://www.alquds.co.uk/ال-اقتصاد-الرقمي-ومستقبله-في-العالم-ال> (last accessed on 5.10.2019)

Arezki, Rabah et.al (2018): A New Economy in Middle East and North Africa, in: Middle East and North Africa Economic Monitor (October), World Bank, Washington, DC, <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/30436/211367AR.pdf?sequence=12&isAllowed=y>

Cann, Oliver (2018): Machines Will Do More Tasks Than Humans by 2025 but Robot Revolution Will Still Create 58 Million Net New Jobs in Next Five Years, in: site of World Economic Forum (17.9.2018); available at: <https://www.weforum.org/press/2018/09/machines-will-do-more-tasks-than-humans-by-2025-but-robot-revolution-will-still-create-58-million-net-new-jobs-in-next-five-years/>

Franklin, Ursula (1989): *The Real World of Technology*, CBC Enterprises. Montréal; Toronto: CBC Enterprises, c1990.

Gelvanovska, Natalija, Rogy, Michel and Rossotto, Carlo Maria (2014): Broadband Networks in the Middle East and North Africa: Accelerating High-Speed Internet Access. Directions in Development. Washington, DC: World Bank, pp. 3-4.

McNamara, Kerry (2003): *Information and Communication Technologies, Poverty and Development: Learning from Experience*. Washington: The World Bank; available at: <http://documents.worldbank.org/curated/en/741291468779079516/pdf/300760PAPER0ICT0Learning0from0Experience.pdf> (last accessed on 4.10.2019)

Rooney, Jim (ed.) (2014): *Proceedings of the 11th International Conference on Intellectual Capital, Knowledge Management and Organizational Learning*. UK: Academic Conferences and Publishing International Limited.

Shiva, Vandana (1993): *Monocultures of the Mind: Perspectives on Biodiversity and Biotechnology*. London and New York: Zed Books and Penang: Third World Network.

Swiss Arab Entrepreneurs (2019): الاقتصاد الرقمي أفق جديد لرواد الأعمال في العالم العربي, in: site of Swiss Arab Entrepreneurs (15.9.2019); available at: <https://www.saentrepreneurs.ch/index.php/economy-ar/item/449-2019-03-01-14-54-06> (last accessed on 1.10.2019)

WeMENA (n.d): The Challenge, in: site of WeMENA; available at: [http://www.we-mena.org/#the\\_challenge](http://www.we-mena.org/#the_challenge)

النسوية  
السياسية  
POLITICAL FEMINISM

FRIEDRICH  
EBERT   
STIFTUNG

---

[www.fes-mena.org/topics/political-feminism](http://www.fes-mena.org/topics/political-feminism)